



TERMES DE RÉFÉRENCE

RECRUTEMENT D'UN PRESTATAIRE NATIONAL POUR MENER UNE ÉTUDE SUR LES DETERMINANTS D'ACTIVITÉ FÉMININE ET OBSTACLES À L'INSERTION À UN EMPLOI DÉCENT DANS LES ZONES RURALES DE LA PROVINCE DE KHEMISSSET

Contexte

En 2020, selon les chiffres du HCP¹, le Maroc comptait, au niveau national, presque 13,4 millions de femmes en âge d'activité. Seules 19.9% d'entre elles qui sont actives contre un taux d'activité de 70.4% chez les hommes. En outre, le taux d'activité des femmes enregistre une tendance baissière depuis plusieurs années ; il a perdu 6 points de pourcentage en l'espace de dix ans. À côté de ces chiffres démontrant la privation des femmes de l'activité économique, elles trouvent plus de difficultés à trouver un emploi. En effet, le chômage touche plus les femmes que les hommes avec des taux respectifs de 16.2% et 10.7%. Les femmes qui sont hors marché du travail sont majoritairement des femmes au foyer (près de 75%, une proportion qui monte à 78% dans les zones rurales). En milieu rural, la participation féminine à l'activité économique est relativement élevée par rapport aux zones urbaines. Cependant, l'emploi féminin en zones rurales ne répond pas, généralement, aux critères de travail décent et plus de 60% des femmes actives occupées dans ce milieu de résidence exercent des emplois non-rémunérés (sont principalement des aides-familiales). Malgré le rôle important que jouent les femmes rurales agricultrices dans la production agricole en tant que travailleuses familiales non rémunérées, exploitantes agricoles travaillant à leur propre compte ou travailleuses agricoles rémunérées à temps complet ou à temps partiel dans de grandes exploitations, elles font face, globalement, à plusieurs contraintes et barrières d'accès à des opportunités d'emplois décents. Plusieurs rapports nationaux ont montré la concentration des femmes rurales dans des activités saisonnières, à temps partiel, domestiques et non-rémunérées. En outre, elles ont un accès restreint aux moyens de production (notamment pour les ressources foncières), à l'information, à la formation et aux nouvelles technologies. De plus, elles ont un niveau d'instruction relativement faible. En conclusion, l'insertion économique des femmes reste faible en quantité et qualité.

Conscient de tous ces défis et des enjeux socioéconomiques, le BIT, en collaboration avec ONU Femmes, envisage de promouvoir les opportunités d'emplois décents au profit des femmes dans les zones rurales de la province de Khemisset dans la région de Rabat-Salé-Kénitra à travers la réalisation d'un diagnostic rapide de la situation d'inclusion économique des femmes rurales, l'analyse de leurs attentes et l'identification des pistes d'action qui permettront de renforcer les capacités de ces femmes, d'améliorer leur employabilité et les appuyer à monter des activités génératrices de revenus.

L'objectif de cette prestation est d'essayer de comprendre quels sont les freins d'insertion économique des femmes en particulier en milieu rural. Cette activité s'inscrit dans le cadre logique du projet ProAgro pour concevoir, sur la base des recommandations de cette étude, des propositions d'actions applicables pour accélérer la création d'emplois pour les femmes en milieu rural. Le projet ProAgro est un programme de l'OIT combinant le soutien aux politiques d'emploi

¹ https://www.hcp.ma/downloads/Femme-marocaine-en-chiffres_t18705.html

et au dialogue social, le développement des compétences, le développement de chaîne de valeur et la formation à l'entrepreneuriat, avec l'objectif ultime de créer plus d'emplois décents pour les femmes et les hommes dans le secteur agro-industriel. ProAgro est mis en œuvre sur une période de 42 mois. L'objectif ultime du projet ProAgro est le développement des capacités des parties prenantes nationales, régionales et locales à élaborer et à mettre en œuvre des politiques visant à stimuler le potentiel de création d'emplois du secteur agro-industriel tout en améliorant les conditions de travail. Le programme contribuerait également à atténuer l'impact de la crise Covid-19 sur les entreprises et le marché du travail dans le secteur agroalimentaire, ainsi soutenir vers une relance verte, inclusive et juste. Le programme est mis en œuvre par une équipe de gestion de projet, avec le soutien administratif et technique des bureaux de pays d'Alger et de l'équipe pays du travail décent au Caire, ainsi que des départements Emploi et Entreprises au siège de l'OIT.

Les présents termes de référence concernent la mise en œuvre d'une étude sur l'emploi des femmes en milieu rural et les possibilités d'insertion économique de ces femmes, surtout dans les chaînes de valeur de produits agroalimentaires, en collaboration avec les partenaires locaux et les autorités de la province de Khémisset dans la région de Rabat-Salé-Kénitra.

Objectif de la prestation

L'étude porte sur (i) la compréhension des freins à l'insertion professionnelle et à l'inclusion économique des femmes en milieu rural avec un focus sur les femmes économiquement vulnérables, (ii) la compréhension du potentiel offert par le secteur agroalimentaire comme source d'emplois décents et accessibles pour les femmes en milieu rural, (iii) la proposition de pistes d'amélioration des programmes/actions en cours sur le terrain ou la proposition de nouvelles pistes pour faciliter l'insertion professionnelle des femmes en milieu rural de manière durable (en prenant en compte les stratégies nationales (comme Génération Green) ou régionales (comme PDR ou PRE) et les mécanismes d'accompagnement existants –les services de l'ANAPEC, l'INDH ou d'autres prestataires de services).

Description de la prestation et méthodologie

Le prestataire est appelé à procéder, selon une démarche participative associant les femmes rurales dans la province de Khémisset et les principales parties prenantes concernées, à une étude analytique rapide sur les barrières d'insertion des femmes, et ce, à travers les trois phases suivantes (à titre indicatif et non exhaustif) :

Phase 1 : Cadrage et préparation de la mission

Cette phase sera consacrée au cadrage de la mission et la validation d'une méthodologie d'intervention détaillée pour l'ensemble de la mission avec l'équipe du projet ProAgro. La méthodologie doit se baser sur une analyse documentaire disponible sur l'inclusion des femmes rurales au niveau de la province de Khémisset. Le (la) Consultant(e) est appelé(e) à donner une description détaillée de l'exécution des activités retenues, la définition de l'échéancier pour la réalisation des activités, la définition des moyens à mettre en œuvre pour le bon déroulement de la mission et la présentation détaillée des livrables. En outre, cette phase doit découler de la sélection des communes cibles ou l'espace géographique de l'étude.

Phase 2 : Compréhension des freins d'inclusion économique des femmes rurales

Cette phase concerne essentiellement l'analyse de la documentation, recherches, littérature et données existantes ainsi que la collecte de nouvelles données et informations. Cette phase est déclinée selon les étapes suivantes :

- 1) Analyse documentaire de l'existant en lien avec l'insertion et l'inclusion économique des femmes rurales au niveau local ;

- 2) Collecte de nouvelles données sur la base d'enquête légère sur le terrain pour mieux comprendre les freins d'inclusion économique des femmes rurales au niveau local :
 - Etude quantitative : le (la) Consultant(e) est appelé(e) à choisir un échantillon léger (à définir dans la note méthodologique et à valider avec l'équipe de ProAgro) pour la collecte d'informations et de données. La collecte de données portera, entre autres, sur les caractéristiques sociodémographiques des femmes, les activités journalières des femmes (calendrier journalier et calendrier saisonnier selon le statut des femmes), les ressources et moyens dont elles disposent, la mobilité des femmes et des filles dans leur douar et en dehors de leur territoire, les opportunités et pistes d'inclusion selon la perception des femmes enquêtées, quelles sont les activités économiques actuellement pratiquées par ces femmes, sources de revenus actuels, les expériences et compétences actuelles, etc.;
 - Etude qualitative : dizaine de focus groups avec une dizaine de femmes rurales au niveau local, focus groups avec des hommes (pour comprendre leur positionnement sur l'insertion économique des femmes) et des focus groups mixtes ;
 - Entretiens semi-directifs avec le tissu associatif local ;
 - Entretiens semi-directifs avec des institutionnels (Province, DRA, INDH, ANAPEC...);
- 3) Quelles sont les activités économiques actuellement pratiquées par ces femmes ? l'objectif est de comprendre déjà les sources de revenus actuels, les expériences et compétences actuelles, etc.
- 4) Compréhension des barrières d'inclusion des femmes rurales

Le (la) Consultant(e) est appelé à synthétiser toute l'analyse documentaire ainsi que l'information nouvellement collectée sous forme d'analyse pour expliquer et identifier les problématiques/les barrières/contraintes rencontrées par les femmes et les jeunes filles en termes d'insertion professionnelle et d'inclusion économique, pour identifier les principales causes de ces barrières, pour évaluer le degré d'accès des femmes rurales aux services sociaux, aux ressources (eau, foncier, énergie), à la formation, à l'information, aux nouvelles technologies et au financement, pour comprendre le degré de prise de décision par les femmes et dans quel domaine, pour identifier les besoins prioritaires des femmes rurales au niveau local en termes de ressources financières, soutien institutionnel, besoins en renforcement de capacité technique et en soft skills, et surtout pour comprendre leurs attentes et besoins en termes d'activités génératrices de revenus, etc.

Phase 3 : élaboration des recommandations pratiques, identification des pistes d'action qui permettront l'inclusion économique des femmes rurales, segmentation des interventions et une estimation du nombre de femmes cibles pour des projets d'AGRs

Sur la base de l'analyse précitée, le (la) Consultant(e) est appelé à formuler une série de recommandations pratiques et proposer des pistes et actions pour faciliter l'insertion professionnelle des femmes en milieu rural de manière durable (en prenant en compte les stratégies nationales (comme Génération Green) ou régionales (comme PDR ou PRE) et les mécanismes d'accompagnement existants –les services de l'ANAPEC, l'INDH ou d'autres prestataires de services). Il est attendu que cette phase débouche, sans s'y limiter, sur la proposition de recommandations visant le renforcement de capacités des femmes rurales au niveau local², ainsi que la proposition d'un portefeuille d'une dizaine de projets type Activités Génératrices de Revenu (AGRs) **partant de ce que ces femmes savent faire et ce qu'elles font déjà (quoique**

² Ces recommandations devront être pratiques. Par exemple au lieu de dire « formation sur les softs skills », il faut détailler quel type de formation ; au lieu de dire « formation professionnelle », il faut aller plus loin et proposer quel type de formation technique/professionnelle en lien avec les activités exercées par ces femmes, etc. Par ailleurs, ces propositions doivent être solidement justifiées et les résultats attendus doivent être explicités.

considérée comme non productive) dans leur localité. Il est demandé d'élaborer des fiches descriptives de ces projets d'AGRs. En outre, le (la) Consultant(e) est appelé à identifier, dans la mesure du possible, les femmes qui pourront se structurer dans le cadre de ces AGRs.

Phase 4 : Appui à l'équipe du projet ProAgro dans la rédaction des TdRs pour lancer une prestation visant l'accompagnement des femmes rurales pour leur inclusion économique

Sur la base des outputs de cette étude, l'équipe du Projet ProAgro rédigera des TdRs de référence pour l'étape suivante qui portera sur la mise en place d'interventions de renforcement de capacités et d'accompagnement des femmes rurales dans la mise en place des AGRs pour les aider à s'insérer économiquement. Le (la) Consultant(e) est appelé à appuyer l'équipe ProAgro dans cette tâche.

Livrables

L'attributaire préparera et remettra, dans les délais prévus, les livrables suivants :

Livrable 1 : Note méthodologique détaillée, qui doit expliquer en détail la méthodologie qui sera suivie, la taille de l'échantillon pour les entretiens individuels, le planning, le processus, les critères d'identification et le nombre des focus groups, l'approche d'identification d'inclusion économique des femmes et l'approche d'identification des besoins des femmes rurales locales, la liste des rencontres prévues (y compris autorités, institutions publiques, éventuellement entreprises), à remettre dans un délai de 7 jours après la date de signature du contrat.

Livrable 2 : Rapport sur les barrières d'inclusion économique des femmes, sur les déterminants d'inclusion/exclusion des femmes rurales, dans un délai de 1 mois après la date de signature du contrat.

Livrable 3 : Rapport final relatif à l'analyse approfondie des barrières d'inclusion des femmes rurales avec les recommandations pratiques d'identification des pistes d'action qui permettront l'inclusion économique des femmes rurales (renforcement de capacités, types d'AGRs et type d'accompagnement...), à remettre dans un délai de 1.5 mois après la date de signature du contrat. Le (La) Consultant(e) doit également se rendre disponible une demi-journée pour la restitution du travail en présence des partenaires institutionnels du projet ProAgro (la date sera déterminée conjointement par le (la) Consultant(e) et l'équipe du Projet).

Livrable 4 : Les outils de travail : guide d'entretien/questionnaire, la base de données collectée et les guides d'entretien.

Livrable 5 : Draft de TdRs pour des interventions sur le renforcement des capacités des femmes rurales et sur la mise en place des AGRs au profil de ces femmes (Ces TdRs seront rédigés par le projet et le (la) Consultant(e) appuiera l'équipe sur le fond des interventions partant des outputs de l'étude).

Equipe et qualifications requises

Le (la) Consultant(e) peut être une personne physique ou morale. Le (La) Consultant(e) devra avoir les qualifications suivantes :

- Formation universitaire supérieure (au moins Bac+ 5) dans des domaines en lien avec le mandat : Sciences économiques ; Sciences sociales, Agroéconomie, genre, et développement territorial ;
- Expérience de terrain, d'au moins de cinq ans, dans des activités en relation avec la mission ;
- Expertise confirmée en matière d'analyse socio-économique des populations rurales ;

- Expertise confirmée en matière d'ingénierie de développement rural et d'élaboration des dynamiques sociales ;
- Excellente capacité d'analyse qualitative et quantitative, de rédaction et de synthèse ;
- Excellentes capacités en communication orale et écrite en langues arabe et française. La langue amazighe est souhaitable.

Etant chargé des enquêtes et de l'animation des groupes, le (la) Consultant(e) devra éventuellement disposer d'enquêteurs/enquêtrices, sous sa propre et unique responsabilité.

En cas de cabinet de consulting, ce dernier devra sous sa stricte responsabilité un(e) expert(e) qui devra justifier des qualifications susmentionnées.

Niveau d'effort et Echancier

Livrables	Niveau d'effort (H/J)	Echancier (Calendriers après la signature de contrat)
Livrable 1 : Note méthodologique détaillée , qui doit expliquer en détail la méthodologie qui sera suivie, le planning, la méthodologie et critères d'identification des focus groups, l'approche d'identification d'inclusion économique des femmes et l'approche d'identification des besoins des femmes rurales locales, les rencontres prévues.	3	7 jours
Livrable 2 : Rapport sur les barrières d'inclusion économique des femmes , sur les déterminants d'inclusion/exclusion des femmes rurales	17	30 jours
Livrable 3 : Rapport final relatif à l'analyse approfondie des barrières d'inclusion des femmes rurales avec les recommandations pratiques d'identification des pistes d'action qui permettront l'inclusion économique des femmes rurales (renforcement de capacités, types d'AGRs et type d'accompagnement...). <i>(Accompagné d'une présentation PPT décrivant méthodologie, output de l'étude et recommandations, laquelle sera présentée par le (la) Consultant(e) lors d'une réunion de restitution)</i>	5	45 jours
Livrable 4 : Les outils de travail		
Livrable 5 : Draft de TdRs sur les interventions à venir en lien avec les recommandations de l'étude.	2	47 jours

Modalités de mise en œuvre, calendrier et paiement

Le prestataire travaillera sous la supervision du Coordinateur Technique Principal du projet ProAgro.

La prestation se déroulera du 17 janvier 2022 au 31 mars 2022. L'effort global est estimé à 27 jours de travail.

Le calendrier de la prestation et de remise des livrables est le suivant :

- 1) Livrable 1 à remettre au plus tard le 22 janvier 2022 ;

- 2) Livrable 2 à remettre au plus tard le 20 février 2022 ;
- 3) Livrables 3 et 4 à remettre au plus tard le 6 mars 2022 ;
- 4) Livrable 5 à remettre au plus tard le 8 mars 2022.

Les paiements se font de la manière suivante :

- Paiement 1 : 20% du budget total à la remise du livrable 1, à la satisfaction de l'équipe du Projet ;
- Paiement 2 : 80% du budget total à la remise des livrables 2, 3, 4 et 5, à la satisfaction de l'équipe du Projet.

Soumission des candidatures

Les candidats intéressés doivent soumettre une proposition technique succincte, y compris leur CV spécifiant clairement leurs expériences pertinentes, et une proposition financière indiquant uniquement leur taux journalier en MAD, le nombre de jours et le montant total.

Les propositions technique et financière doivent être soumises en deux fichiers distincts, lesquels doivent être datés et signés.

La date limite de soumission des candidatures est fixée au **10 janvier 2022 à 23h59 (heure du Maroc)**.

Les candidatures doivent être soumises par courrier électronique à Gilles Cols (cols@ilo.org) et Mustapha Ziroili (ziroili@ilo.org).